



Pour cette fête du travail particulière, le Syndicat des services publics a mené une action symbolique, hier matin à l'HFR Riaz. JEAN-BAPTISTE MOREL

Reconnaissance pour les «petites mains»

La crise a mis en évidence l'importance de professions souvent mal protégées et mal payées. Les syndicats souhaitent qu'elles obtiennent une reconnaissance.

ÉRIC BULLIARD

1^{er} MAI. Pas de manifestations pour cette drôle de fête du travail, mais des revendications. L'absence de rassemblements n'a pas empêché non plus la visibilité: vendredi matin, les syndicats et les membres de l'association 1^{er} Mai ont sorti

drapeaux et banderoles en ville de Fribourg, sur la place Georges-Python et à la rue de Romont. Au grand dam d'un commerçant, qui a vainement tenté d'empêcher ce déploiement.

Les discours, eux, se sont tenus uniquement devant la presse, à distance respectable. Dans cette ambiance étrange,



un leitmotiv: la crise a rappelé l'importance des travailleuses de l'ombre, de ces professions souvent mal payées, mal protégées. Il est temps de leur montrer «une vraie reconnaissance», qui passe «par une CCT et de bons salaires», résume Armand Jaquier, secrétaire régional d'Unia.

«Les petites mains se sont révélées des bras en fer», ajoute de son côté Ernesto Suarez, secrétaire régional de Syna. «Il ne faudra pas oublier toutes ces personnes.» Lui aussi réclame une meilleure protection, en particulier dans le commerce de détail: «Nous voulons vraiment inviter tout le monde autour d'une table» afin que les vendeuses et vendeurs obtiennent la CCT attendue depuis plus de quinze ans.

Qui fait vivre le pays?

Du côté de Syndicom, François Ducrest, secrétaire régional, a souligné «les moments très durs» vécus notamment à La Poste: avec l'augmentation des achats sur internet, toute la période s'apparente, en particulier pour les colis, à un Black Friday ou à Noël. Lui aussi a tenu à féliciter les «petites mains»: «J'ai toujours rêvé d'une grève générale qui ferait voir qui fait vivre ce

pays. Ce virus a permis de le montrer.»

Au nom du SEV (syndicat du personnel des transports), Gilbert d'Alessandro a pour sa part rappelé le dépôt de la motion «Pertes de recettes dans le secteur des transports publics: la Confédération doit trouver des solutions». A ses yeux, il est «impératif» qu'elle passe la rampe des Chambres fédérales.

«La santé prime»

Au-delà de cette volonté de reconnaissance, Armand Jaquier a également insisté sur le respect de la santé des salariés. Ils ont souvent été «contraints de poursuivre leurs activités» alors que «les mesures de protection n'ont pas été respectées.» Regrettant que «les organes de contrôle ont été inexistantes durant plusieurs semaines», il a martelé que «la santé prime sur le profit. Pas de travail sans protection!»

Parmi les multiples intervenants, le SSP a souligné «l'engagement extraordinaire du personnel de la santé (*lire ci-dessous*), la Jeunesse socialiste a exprimé sa «solidarité envers les étudiants précarisés» et la Grève des femmes a rappelé que le personnel féminin était majoritaire dans les profes-

sions «qui se retrouvent au front». Quant à la Grève du climat, elle n'abandonne pas son combat: le 15 mai aura lieu une journée d'action, avec notamment un «Challenge for future» à réaliser chez soi.

Sur le plan politique enfin, Maxence Kolly, au nom du mouvement SolidaritéS, a estimé que «cette crise sanitaire nous a appris ce que permet de tenir quand tout semble s'effondrer, c'est le service public. Le même qui a été maintes fois attaqué par le capitalisme et ses représentants.»

«Du Roosevelt en Godel»

Quant à Grégoire Kubski, vice-président du Parti socialiste fribourgeois, il a qualifié d'«affligeant» le fait que «les partis conservateurs demandent une pseudo-prime pandémie» pour les soignants, alors qu'il y a «quelques mois encore ils voulaient sortir le personnel hospitalier de la LPers.

Pour la sortie de crise, «il ne suffira pas de dire aux Fribourgeois "lève-toi et travaille"», a ajouté le député gruérien. Et pour résumer son espoir de voir naître un vrai plan de relance, il a usé de cette formule: «Je voudrais voir plus de Franklin Roosevelt en Georges Godel.» ■



Le SSP dénonce les pressions

Avant même le point presse de l'association 1^{er} Mai, le Syndicat des services publics (SSP) a tenu à marquer cette fête du travail. Hier à l'aube, il était présent à Riaz, à l'entrée de l'HFR, pour distribuer des autocollants au personnel soignant. Une action symbolique pour deux demandes concrètes: une Coronaprime pour le personnel de l'HFR et de la santé, ainsi qu'une revalorisation de leurs professions. Le syndicat a déjà formulé cette demande en 2017 et 2020, mais «cette revalorisation ne peut plus attendre».

Jeudi, le SSP a également donné sa propre conférence de presse, à Fribourg, afin de «dénoncer les pressions vécues par le personnel soignant», en particulier dans les EMS. «Cette situation soulève beaucoup d'inquiétude», selon la secrétaire syndicale Catherine Friedli, qui a souligné «la flexibilité» du personnel et «la fatigue qui commence à se faire sentir».

Le manque de matériel de protection crée notamment de l'insécurité. La règle qui voudrait que les masques chirurgicaux soient changés

toutes les trois heures ne peut souvent pas être respectée. Les changements de l'ordonnance du Conseil fédéral concernant les employés vulnérables créent également des tensions. «Le problème, a relevé Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse, c'est que l'on aurait dû clarifier le fait que ces personnes ne peuvent pas être licenciées.» Pour Beatriz Rosende, secrétaire centrale du SSP, «une personne vulnérable doit être assimilée à une personne malade et ne peut donc pas être licenciée».

Le SSP s'est saisi d'un cas concret: dans un EMS sarinois, une employée a été licenciée avec effet immédiat «pour avoir envoyé dans un groupe WhatsApp un message de solidarité à des collègues, personnes à risque et au bénéfice d'une attestation médicale, à qui l'employeur demandait de retourner travailler». «Faire travailler quelqu'un à risque, c'est difficilement compréhensible, mais dans un domaine où, en plus, il y a le Covid-19, c'est insupportable», a commenté Pierre-Yves Maillard. **EB**